SOCIALISME OU BARBARIE
France

N°1 € 0,50 www.socialismo-o-barbarie.org http://sobfrance.unblog.fr
SouB.france@gmail.com

¡VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DU PEUPLE ESPAGNOL!

¡POUR UNE GRÈVE GÉNÉRAL POUR BATTRE L'AJUSTEMENT DE RAJOY!



Une vague de révolte traverse le monde - Editorial
«Madrid entière, se sent minière»; pag. 4 y 5 // Élections en Grèce, pag. 6 y 7 // Quelle solution à la crise de l'Ue et de l'euro, pag. 8
Pour une refondation révolutionnaire du NPA, pag. 9

Editorial

Une vague de révolte traverse le monde

Depuis le début de la crise économique mondiale du capitalisme en 2008, tous les gouvernements ont tenté de faire payer aux travailleurs et aux peuples le coût de la crise. Mais les plans d'ajustement des capitalistes se sont heurtés avec la résistance des masses. Il serait trop long d'énumérer tous les processus de lutte depuis le début de la crise. Mais on peut dire clairement que, du printemps du monde arabe aux indignées espagnols, de la lutte des étudiants d'Amérique Latine au mouvement Ocuppy dans les états Unis, des grèves générales grecques à la grève reconductible des mineurs d'Espagne, une vague de révolte traverse le monde.

C'est que la seule perspective que le capitalisme offre aux travailleurs, aux jeunes, aux femmes et aux immigrants est le chômage, les salaires trop bas et les journées trop longues (pour ceux qui ont la chance de travailler), l'oppression du patriarcat capitaliste pour les femmes, et le racisme et la xénophobie pour les immigrants. Les gouvernements du monde entier, et en ce moment notamment ceux d'Europe, mènent les plans d'austérité, en coupant les budgets de la santé et de l'éducation, pour sauver les banques.Des plans d'austérité dictés par le BCE, autorité qui sous prétexte de « l'unité et la fraternité des peuples d'Europe », défend vraiment les intérêts des banques et des grandes entreprises. L'unité des travailleurs et des peuples d'Europe sera possible seulement après la destruction de cette Union Européenne des marchés et des banques, et la construction d'une Europe socialiste.

Mais face aux attaques des gouvernements, les travailleurs et les peuples ne ferment pas la bouche, et ils mènent de grandes luttes en défense de leurs conditions de vie. Les grèves générales en Grèce, avec les combats dans les



rues contre les forces de l'ordre, montrent les énergies de la classe ouvrière. Et aussi la grève reconductible des mineurs en Espagne, un exemple pour tous les travailleurs et les jeunes de ce pays et d'Europe, suivie par une vraie vague de manifestations en toute l'Espagne contre le dernier plan d'ajustement de Rajoy, notamment les mobilisations du 19 Juillet.

Cependant, la réponse aux attaques des capitalistes reste encore très initiale et elle a certaines limites politiques. D'abord, la confiance aux institutions de la démocratie bourgeoise et l'idée qu'elle peut être « améliorée ». En plus, l'obstacle qui signifie la bureaucratie syndicale, traîtresse et ennemie des luttes de la classe ouvrière. Finalement, le manque d'une alternative claire au système capitaliste, qui devient souvent une conception contre la politique en soi.

Mais même si les luttes de la classe ouvrière contre les ajustements sont très initiales, elles sont aussi énormément progressives et elles contiennent certains éléments qui aident à surmonter ces limites. Les manifestations en Espagne contre le PP, mais aussi contre le PSOE (baptisés « PPSOE », parce-qu'ils sont la même merde), montrent que la rage des travailleurs et des jeunes n'est pas seulement contre le PP, mais contre l'ensemble du système bi-partidiste.

En France, la lutte contre la réforme des retraites a montré des processus d'auto-organisation de la classe ouvrière, qui échappaient au contrôle des centrales syndicales bureaucratiques comme la CGT, CFDT, etc. En Espagne, les fonctionnaires n'ont pas attendu l'appel des bureaucrates (qui n' arriverait jamais) pour faire des blocages de rues contre l'ajustement de Rajoy.

De plus en plus, la lutte contre les plans d'austérité est aperçu comme une lutte politique contre le système. La grève des mineurs d'Espagne a rappelé ces luttes historiques, comme la Révolution de 1934 en Asturies. Les manifestants qui ont accompagné les mineurs dans les mobilisations à Madrid chantaient « S'il n'y a pas une solution, il y aura une révolution ».

Le Courant International Socialisme ou Barbarie met toutes ses énergies dans le développement de ces tendances du mouvement ouvrier et populaire. Nous croyons que la construction d'une organisation de la gauche révolutionnaire est une tâche fondamentale, pour que les secteurs d'avant-garde se dotent d'un outil qui leur permettra de transmettre les expériences et les enseignements de ces luttes. C'est pour ça qu'on a décidé de renforcer notre présence militante, pour contribuer à la construction d'un mouvement ouvrier de classe, socialiste, révolutionnaire et internationaliste.

Mais cela signifie construire un projet politique essentiellement différent à celui qui a impulsé le marxisme européen, orienté par le Secrétariat Unifié (courant orienté par Ernst Mandel). C'est que son enjeu n'a pas été la construction d'organisations révolutionnaires et militantes, liées à la lutte de classes et aux expériences des exploités. Au contraire, son projet s'est caractérisé par l'idée de construire des« partis larges anticapitalistes de masses », qui ont dilué progressivement leurs programmes dans la re-

cherche des voix que le stalinisme et la social-démocratie, de plus en plus discrédités, perdaient par la gauche.

Revoir les résultats de ces partis larges anticapitalistes est une activité pas du tout encourageante. Le Bloc de Gauche au Portugal a voté dans le parlement les plans d'ajustement pour la Grèce, en souffrant après une saignée de voix. En Italie, Rifondazione Comunista a approuvé l'envoi de troupes à Afghanistan. En France, le centre du Secrétariat Unifié, le NPA est une version « rose » de la vieille LCR, qui a dilué de plus en plus sa politique dans les dernières années et qui a maintenu une position ambiguë et centriste face au Front de Gauche, ambiguïté qui a eu comme résultat de successives ruptures de droite qui sont allées au FdeG. Tout ça, pour rester vide de politique révolutionnaire.....et de voix.

La caractérisation de que nous sommes dans un période de défaite historique de la classe ouvrière et de recul des organisations révolutionnaires, soutenue par le mandelisme, a servi pour diluer le programme révolutionnaire et créer des organisations lâches et sans délimitations politiques claires face au réformisme. Mais l'abandon de la perspective de la révolution et la confiance en la démocratie bourgeoise n'ont pas grossi les rangs de ces partis, mais contrairement, les ont plongés dans une crise profonde.

Face à la crise économique du capitalisme, il est nécessaire de faire un bilan de cette expérience. Contrairement à ce que dit le Secrétariat Unifié, la perspective de la révolution commence à réapparaître aux yeux de milliers de travailleurs et de jeunes. Il s'agit, donc, de lutter pour une alternative socialiste à la crise du capitalisme et pour la construction d'organisations révolutionnaires militantes. Ce ne sera pas en s'adaptant au parlementarisme bourgeois, mais avec une intervention dans les luttes de la classe ouvrière, que la perspective du socialisme pourra devenir une réalité.

LA CRISE DE L'ÉTAT ESPAGNOL

En jouant avec le feu

Par Claudio Testa

Quelques heures après l'arrivée des mineurs à Madrid le 11 Juillet, Rajoy a fait le plus sauvage attaque contre les travailleurs et les classes moyennes de l'État Espagnol.

La réponse du gouvernement aux mineurs a été non seulement de **ne pas les recevoir**, mais de les **réprimer brutalement** quand ils se sont mobilisés au Ministère d'Industrie pour demander une audience. Peu après, Rajoy présenterait dans le Congrès des Députés un plan sanguinaire de réductions budgétaires. Il s'agit de plus de 30 mesures, dont la suppression de la prime de Nöel pour les fonctionnaires, de monstrueux ajustements en santé et en éducation, et une hausse brutale du TVA, en passant par une réduction croissante de la subvention aux chômeurs. Tout cela, dans le pays qui a le record européen du chômage ! **Donc, une déclaration de guerre sociale.**

Le plan d'austérité a été voté par les députés à Madrid. Mais il n'avait pas été rédigé à Madrid, il avait été dicté par la « Commission Européenne » de Bruxelles (où Berlin prend vraiment les décisions), en « conversations » avec le gouvernement espagnol. Cependant, dès qu'il fût approuvée dans le Congrès, le tout-puissant Bundesbank (la banque centrale d'Allemagne), **a élevé l'enjeu** : il l' a déclaré **« insuffisant »** et **a exigé un second ajustement.**

La réduction du pusillanime Rajoy est seulement de 47 milliards, alors que Bruxelles et Berlin exigent au moins 65 milliards ! [1] Les non anonymes marchés suivent leurs porte-paroles et aujourd'hui, au moment d'écrire cet article, la bourse de Madrid est tombée encore une fois.

Simultanément, le Ministre des Finances alerte aujourd'hui qu'il n'y aura pas de l'argent pour payer les salaires, si le recouvrement des impôts n'augmente pas. C'est-à-dire, un miracle qui n'a jamais eu lieu dans une économie en dépression comme l'espagnole.

Tandis que ça arrive dans les hauteurs, **les esprits se troublent par en bas**. Non seulement parmi les mineurs. Ou, plutôt, les mineurs ont choqué de cette manière parce que **l'atmosphère sociale était déjà chargée d'électricité.**

À tout ça s'ajoutent aussi les réactions face au dernier ajustement, qui constituent une situation particulière, qui peut avoir **des conséquences inconcevables jusqu'ici.**

Depuis quelques jours, à Madrid et dans d'autres capitales, diverses expressions de protestation se sont succédé. Blocages des avenues, manifestations à toute heure (aussi dans la nuit), blocages devant les sièges des partis (du PP, essentiellement, mais aussi du PSOE). Ces protestations ont été **auto-organisés**, sans attendre les ordres ni la permission des traiteurs Toxo et Méndez, les pourris bureaucrates qui sont à la tête des « syndicats de l'État » CCOO et UGT.

Ça n'a été pas « frappant ». Ce n'est pas **encore** une **révolte populaire massive** (à la manière d'Argentine, Bolivie ou Équateur, dans la dernière décennie, ou d' Égypte et d'autres pays arabes, maintenant). Le gouvernement n'a pas été renversé , loin de là le régime de la monarchie post fasciste des Bourbons abattu. La mobilisation n'est pas non plus, **encore**, aussi grande que dans certaines périodes en Grèce.

Cependant, ce qui arrive maintenant n'est pas moins important, étant donné que l'État Espagnol, depuis longtemps, était très en arrière au niveau des luttes. Les indignés, l'année dernière, a été un premier avertissement... mais son développement en tant que mouvement a été très inégal et contradictoire, car il ne s'est pas lié socialement à la classe ouvrière et il n'a pas développé des alternatives politiques indépendantes. D'une manière paradoxale, en même temps, le mécontentent avec la situation et les premiers ajustements du gouvernement « socialiste » de Zapatero et du PSOE, ont impliqué il y a quelques mois le « vote punition » qui a favorisé la « droite », Rajoy et le PP.

Maintenant, les protestations et les actions ne sont pas (encore) massives, mais le mécontentent et la rage qui traversent la classe ouvrière et aussi une partie assez importante des « classes moyennes » (qui ont voté avec des espoirs au PP, il y a quelques de mois), est massif. Il y a quelques jours, au dernier moment, Rajoy n'a participé pas au Congrès du PP d'Andalousie qu'il devait inaugurer. Il n'avait pas peur des travailleurs andalous, mais de sa propre clientèle de petits patrons, qui menaçaient de le lyncher dans le Congrès. Mais la fureur du peuple paraît être dirigé **contre les deux têtes du système bi partidiste** : à Madrid et dans d'autres villes, **les sièges du PP, mais aussi du PSOE sont dans le mille** !

Et non seulement les deux têtes du bi parti-

disme -le PP et le PSOE, baptisés déjà PPSOE, parce-qu'ils sont la même chose-, sont compromis. Un autre pilier fondamental de la stabilité bourgeoise est mis en question : **la monarchie**. Elle entraînait une croissante perte de prestige, grâce notamment à sa corruption -comme les escroqueries d'Undargarin, le gendre du roi- et l'ostentation du gaspillage -comme les parties de chasse d'éléphants, à US$ 500.000 la pièce-, qui sont un outrage face aux croissantes pénuries d'un grand nombre d'espagnols.

Maintenant, le Bourbon **a appuyé l'ajustement**. Le roi est apparu dans tous les médias en présidant le Conseils des Ministres où l'attaque a été stipulé. Ainsi, le rôle bonapartiste, de survoler dans les nuages « au-dessus » des conflits sociaux et politiques s'est effiloché. Le Bourbon baisse à l' arène pour lutter pour l'ajustement, coude à coude avec Rajoy !

L'ajustement imposé par l'UE déséquilibre et affaiblit aussi une autre pièce fondamentale du régime qui a succédé Franco : **les autonomies**, un **sujet explosif** dans un état qui n'a jamais obtenu l'unité nationale bourgeoise (comme la France ou, tardivement, l'Allemagne), et dont les régions les plus développées (le Pays Basque et la Catalogne) **ne se reconnaissent pas espagnoles**. Ceci parce qu'une des directions de Bruxelles est d'économiser en finissant avec l'« inutile » multiplication d'entités autonomes, régionales, municipales, etc.

En bref : plutôt que les mobilisations et les protestations -qui ne sont pas **encore**, c'est vrai, des grandes masses, mais notamment des fonctionnaires affectés-, ce qui paraît traverser de larges secteurs sociaux, des travailleurs et des petits bourgeois, c'est **le mécontentent**, la **fureur** et en même temps la **terreur** face à une situation qui **plonge vertigineusement des millions de personnes dans le chômage ou la faillite**. Et avec la perspective de plusieurs d'années sans sortir de cette situation.

Et la fureur se dirige **non seulement** contre **l'actuel parti du gouvernement**, mais aussi, d'une manière plus ou moins grande, contre **le système bi partidiste**, contre le **régime de la monarchie** des parasites bourbons et contre **le centralisme de Madrid** qui s'impose sur les nationalités.

Dans ce contexte, on peut dire que tant l'UE comme la bourgeoisie espagnole jouent avec du feu. Ils jouent tous leurs jetons sur la même carte.

Pour une alternative indépendante, socialiste et révolutionnaire

Dans ce contexte, la lutte pour une alternative indépendante de la classe ouvrière n'est pas alors une abstraction et se transforme en une nécessité (et aussi une possibilité) concrète.

Aujourd'hui, cela a deux aspects fondamentaux, stratégiques, qui sont les deux faces de la même monnaie. D'abord, la nécessité **d'une large recomposition du mouvement ouvrier et syndical**, qui balaye les ordures de Toxo, Méndez et les bureaucraties du CCOO et UGT, qui vivent salariés par l'État et les entreprises. Mais il est nécessaire aussi un **instrument politique indépendant**. Le crétinisme apolitique ou « antipolitique » cultivé dans quelques secteurs des mouvements comme les Indignés, est absolument stérile. Mais cet outil politique nécessaire -alternatif au PPSOE-, ne peut absolument pas être le PCE et sa Gauche Unie, qui depuis la fin du franquisme ont été les plus fidèles collaborateurs « rouges » du régime de la monarchie.

À l'immédiat, dans une atmosphère chargée « d'électricité », la lutte contre Rajoy et l'ajustement dicté par Berlin a une consigne centrale : **Grève générale avec mobilisations dans les rues jusqu'à le défaire !** C'est clair, cela ne peut pas être obtenu -comme certains « anticapitalistes » prétendent- avec des rogations à Toxo et Méndez pour qu'ils soient bons et prennent la décision de « mobiliser ». Le chemin à une vraie grève générale (pas la farce d'un jour de mobilisations rituelles de CCOO et UGT), sera jalonné par les actions de lutte de la classe ouvrière, comme ont montré les mineurs. Le Jeudi 19, Toxo et Méndez, pour éviter les réclames d'une grève générale, appellent précisément à une journée de mobilisations. Comme toujours, le plan de ces laquais est de défiler ce jour-là, puis disparaître pour plusieurs mois après ça. Nous, les lutteurs ouvriers, de la jeunesse et du peuple devons intervenir résolument le 19, en impulsant **l'organisation et les actions indépendantes** dans la perspective de la **grève générale pour expulser Rajoy et le plan d'ajustement de l'UE.**

"Madrid

On peut affirmer que l'arrivée de la mobilisation des mineurs le 11 Juillet à Madrid, et l' énorme soutien populaire qu'elle a recueilli est déjà historique. La mobilisation, qui est partie le 22 Juin d' Asturies, a recueilli la solidarité de toutes les localités qu'elle traversait, essentiellement des localités minières. En plus, la mobilisation a eu lieu dans le contexte de la grève reconductible massive des mineurs, des blocages des routes et des voies ferrées, et des affrontements entre les mineurs et les flics.

Arrivés à Madrid le 11 Juillet, des dizaines de milliers se sont mobilisés pour les recevoir, en chantant "Le Madrid ouvrier, soutien les mineurs", "Vive la lutte de la classe ouvrière" et d'autres chants. En plus, des pancartes disaient "Vous êtes l'exemple pour toute la classe ouvrière", à côté d'autres qui exigeaient la nationalisation des mines sous contrôle des travailleurs. Le lendemain, une mobilisation plus grande encore s'est dirigée au Ministère de l'Industrie où elle a été brutalement réprimée par la police. Pendant cette mobilisation il y a eu des cantiques très combatifs aussi, comme "Si vous ne réglez pas ça, il y aura de la guerre", "La prochaine visite sera avec de la dynamite", et "S'il n'y a pas une solution, il y aura une révolution"

La marche des mineurs devient une protestation populaire

Le contexte dans lequel se déroule la "marche noire" est celui d'une profonde crise économique (qui affecte l'ensemble d'Europe) qui a poussé le gouvernement de Rajoy à implémenter des mesures d'ajustement très dures. Une taxe de chômage qui atteint le 25% (dont le 50% parmi la jeunesse), réductions des budgets de la santé et de l'éducation, fermeture d'établissements publics et une large liste de pénuries pour la classe ouvrière et le peuple.

C'est pour cela que la marche minière du 12 Juillet s'est transformée en une vraie protestation populaire, où, en plus du problème des subventions à l'activité minière, la lutte contre l'ajustement de Rajoy occupe une place centrale. Le 11 Juillet même, quelques heures avant l'arrivée des mineurs à Madrid, Rajoy annonçait un nouveau ajustement: réduction des subventions aux chômeurs, augmentation du IVA, compression des budgets des ministères, suppression de la prime de Nöel et des jours libres des fonctionnaires. Face à cette nouvelle attaque à la classe ouvrière, la marche minière a été l'espace où des centaines de professeurs, de chômeurs, de fonctionnaires, de médecins et de chercheurs ont exprimé leur refus aux ajustements implémentés par le gouvernement de Rajoy.

En plus, dans le reste du pays les mobilisations contre les ajustements de Rajoy ont lieu tous les jours. Ces ajustements incluent l'interdiction pour les

LA MOBILISATION DES MINEURS ÉBRANLE MADRID ET DES MILLIERS LES REÇOIVENT EN CHANTANT

entière se sent minière”

Par Ale Vinet



chômeurs de quitter le pays, même pour chercher un emploi, sous peine de perdre leur couverture sociale, ce qui, en fait, devient une contradiction avec les frontières libres européennes. Madrid elle-même a vécu vendredi plusieurs blocages de rues menés par des employés du secteur public, qui chantaient “Vous abattez l’ouvrier et sauvez le banquier”. Ces protestations ont inclus des affrontements entre les flics d’une part et les pompiers et des policiers en civil (c’est-à-dire, hors du travail à ce moment). À Barcelone, en plus des mobilisations contre l’ajustement, des centaines de policiers ont fait une manifestation jeudi sous la consigne “nous sommes des policiers du peuple et nous ne voulons pas servir à un système corrompu”; tout le long du pays les protestations contre les ajustements se déroulent tous les jours. Le sentiment d’indignation dans la population est si grand que le Syndicat Unifié des Policiers a déclaré qu’il secondera les manifestations appelées par les syndicats majoritaires et a dénoncé les “lâches jaunes” qui ne font pas de même. Dans ce contexte de crise économique et de hausse des mobilisations, la lutte des mineurs peut devenir la guide de la résistance contre Rajoy.

La classe ouvrière au centre de la scène

Dans ce contexte, la lutte des mineurs a une importance centrale. Depuis le début de la crise en 2008, la plupart des processus de lutte en réponse aux attaques des gouvernements, bien qu'énormément progressifs, étaient plutôt hétérogènes, non de classe, avec la jeunesse à la tête. Les indignés espagnols, le mouvement Ocuppy Wall Street, même les processus de lutte estudiantine en Amérique Latine, ont été plutôt indéterminés du point de vue social, ce qui était une grande limitation. Depuis la naissance de ces mouvements, nous avons lutté pour leur donner une orientation de classe.

L’entrée des mineurs espagnols change cette situation complètement. D’abord, parce qu’il s’agit d’un important bataillon de la classe ouvrière espagnole, qui a été historiquement un secteur d’avant-garde, et qui, grâce à la place structurale qu’il occupe dans la production, a une force plus grande pour atteindre ces revendications. Ensuite, parce qu’ils entrent en scène avec leurs propres méthodes - l’occupation des mines, les blocages des autoroutes, la grève reconductible, - qui dans le contexte économique espagnol actuel, peuvent servir comme un exemple pour des milliers de travailleurs, de jeunes et de chômeurs qui commencent à lutter.

En plus, les mineurs espagnols ont une autre signification spéciale. Depuis plusieurs années, ils ont gagné le respect de la classe ouvrière pour être à l’avant-garde des luttes: comme on a signalé dans des articles précédents, ils ont joué le rôle principal dans la Révolution d’Asturies en 1934 (une vraie insurrection ouvrière qui a été finalement battue) et dans la première grève générale contre le gouvernement du dictateur Franco en 1962, qui a commencé à saper les fondements de son pouvoir. Dans les mobilisations, les références à ces deux batailles historiques des mineurs sont de plus en plus courantes.

Ceci est un élément central, parce qu’il s’agit de la récupération de la mémoire historique, des expériences de lutte de la classe ouvrière, que le franquisme a travaillé pour détruire. Comme disait l’épigraphe d’une photographie qui a parcouru les réseaux sociaux, où un groupe de jeunes portait un drapeau avec la consigne de nationalisation des mines sous contrôle ouvrier : “ce sont les petit-fils des mineurs que tu [Franco] n’as pas pu tuer”.

En même temps, cette autorité morale et politique des mineurs peut être utilisée pour se battre pour des orientations de classe dans tous les mouvements populaires qui apparaissent, essentiellement le mouvement des indignées. Antérieurement, on a expliqué les débats qui commençaient à se dérouler à l'intérieur du mouvement: aujourd’hui, l’ensemble de ce mouvement a participé des mobilisations des mineurs. Lors de l’entrée des mineurs à Madrid, ils ont chanté “Ils nous représentent”, en opposition au classique “Ils ne nous représentent pas”, qui a été l’emblème du mouvement des indignées contre les politiques traditionnels et le système de bipartidisme.

Le 15-M a convoqué aussi, après avoir mobilisé au Ministère de l'Industrie, à une nouvelle mobilisation avec les syndicats de base à Plaza del Sol en soutien des mineurs; la mobilisation a fini avec la répression des flics. Cependant, la nouveauté a été que les manifestants ont tenté de faire des barricades, en brûlant des bennes à ordures aux alentours de la Plaza del Sol. La lutte minière commence à montrer aux indignées qu’il y a d’autres options en plus d' être bâtonnés par les flics “d’une manière pacifique”.

C'est très difficile de lutter pour une orientation de classe “en froid”, sans de grandes luttes dans l’horizon, une tâche qui peut devenir plutôt de la propagande. Par contre, la lutte des mineurs est une démonstration concrète du fait qu’il y a une alternative à l’austérité de Rajoy et du PSOE. Pour des centaines de milliers d' espagnols, les mineurs, la classe ouvrière, “les représentent”. Dans le contexte de la perte de prestige du bi-partidisme, un acteur social concret montre maintenant un autre chemin.

Déborder la bureaucratie syndicale et préparer la grève générale

Comme on a déjà signalé, l'entrée en scène des mineurs peut changer radicalement le rapport de forces avec le gouvernement de Rajoy et être l'avant-garde d'une réponse ouvrière et populaire contre l' ajustement qu'il implémente. Mais pour avancer dans ce sens, on doit enfoncer une chaussée de contention très forte: les bureaucraties syndicales pourries de l'UGT et des Commissions Ouvrières.

Après presque deux mois de grève des mineurs, les bureaucrates des deux centrales syndicales n'ont rien fait de ses dix doigts pour faire que la grève soit victorieuse ; principalement, **il n'ont pas convoqué à la grève générale en soutien du conflit minier et contre l'ajustement.** Au delà de marcher quelques centaines de mètres avec les mineurs (qui ont parcouru 400 kilomètres), pour figurer dans la presse comme les grands "défenseurs des travailleurs", ils n'ont pas appelé à aucune mesure de soutien à la grève des mineurs.

Pour comble, la centrale syndicale des employés du secteur public, face aux attaques du gouvernement, a convoqué une grève.......pour la fin de Septembre! De leur part, les bureaucrates de l'UGT et du C.C.O.O ont fait de pompeuses déclarations dans la presse, où ils rejettent "énergiquement" l'ajustement et appellent à des mobilisations le 19 Juillet. Mieux vaut ne pas prononcer le mot grève. Ces traîtres disent que la mobilisation du 19 Juillet sera un "test" pour savoir "jusqu'où la population veut aller". La grève des mineurs, avec ses blocages d'autoroutes et ses affrontements avec les flics, l'énorme soutien populaire qu'elle a recueilli, les grandes mobilisations à Madrid et à travers toute l'Espagne, les blocages de rues auto-organisés par les employés du secteur public ne sont -elles pas une preuve suffisante de "jusqu'où la population veut aller"? Ces bureaucrates veulent confirmer une "prophétie" organisé par eux-mêmes: démobiliser et fatiguer les luttes, pour se justifier après et dire que "les travailleurs ne veulent pas lutter".



Mais la volonté pour lutter en Espagne ne peut être plus grande: c'est le moment de frapper ensemble. Avec les mineurs en tête, et l'énorme ascendant qu'ils ont parmi les travailleurs, la tâche est de s'appuyer sur les éléments d'auto-organisation des employés du secteur public, sur l'occupation des universités et des hôpitaux, et sur les tendances de classe du mouvement des indignées, pour préparer **la grève générale** qui mettra le gouvernement le dos au mur. Pour cela, il n'y a pas d'autre alternative que de **déborder les bureaucrates traîtres** de l'UGT et du C.C.O.O.

Vive la lutte des mineurs!
Aucune confiance à la bureaucratie de l'UGT et du C.C.O.O
Pour une grève générale pour battre le gouvernement de Rajoy!

Les travailleurs et le peuple ont voté contre la faim et la pauvreté du "Mémorandum" et les paquets imposés par l'Union européenne

Mobilisation de masse pour empêcher le contournement de la volonté populaire et imposer le non-paiement de la dette et la rupture avec les esclavagistes de l'euro et l'UE!

La déclaration ci-dessous a été écrite après le premier tour électoral en Grèce le 6 Mai. Pour connaître notre appel sur le second tour, et le bilan de cette élection, on recommande de lire, respectivement, les textes suivants en espagnol:
http://www.socialismo-o-barbarie.org/europa/120614_elecciones_grecia.htm
http://www.socialismo-o-barbarie.org/europa/120624_grecia_victorial_electoral_de_la_derecha.htm

Les élections législatives de dimanche dernier ont eu une résonance européenne et mondiale. Ces mêmes jours, il y avait plusieurs scrutins dans plusieurs pays européens, dont la France, le Royaume-Uni, Italie, etc.

La presse capitaliste même, au service inconditionnel des vautours de Berlin et de Bruxelles, a reconnu que ces scrutins se sont transformés, d'une manière ou d'une autre, en référendums contre les politiques d'ajustement et d'austérité. Ils ont exprimé un clair rejet de la liquidation complète des conquêtes historiques des travailleurs, des jeunes et des masses du continent, sacrifiés pour sauver le grand capital européen, et en particulier les brigands de la finance, d'une crise historique dont ils sont les seuls responsables.

Mais parmi les différentes élections, celle de Grèce est placée à un niveau qualitativement supérieur. Ici, non seulement le rejet est clair. La chose la plus importante est qu'en Grèce le rejet va jusqu'à la rupture du bipartisme, avec l'effondrement des deux partis traditionnels, la Nouvelle Démocratie (conservateur) et le PASOK (social-libéral) – et le passage d'une grande partie des votes à des partis principalement de gauche, qui ont rejeté d'une manière ou d'une autre le Mémorandum et les paquets de l'UE.

Après l'effondrement virtuel de Papandreou et du PASOK, après les grandes mobilisations d'octobre de l'an dernier, le gouvernement de l'UE en novembre a imposé un gouvernement «technique» dirigé par le banquier Lucas Papademos, soutenu par une coalition de la Nouvelle Démocratie, du PASOK et de l'extrême droite Laos. Ces trois partis ont formé un gouvernement avec Papademos, ils se sont effondrés lors du vote de di-

manche 6!

C'est un fait politique important qui place la Grèce à un niveau supérieur de radicalisation par rapport au reste de l'Europe. En France et en Grande-Bretagne, pour exprimer le rejet de l'austérité et de l'ajustement, la plupart ont continué à voter pour l'autre pôle du piège bipartite: pour Hollande et le PS, et pour le travaillisme, respectivement. Mais ni le PS français ni le Parti travailliste britannique ne sont de véritables alternatives pour rompre avec ces politiques! La démagogie de la «croissance» de Hollande, devenue à la mode ces dernières semaines, alimentée par la résurgence de la crise européenne, n'implique pas un changement radical, même en termes capitalistes.

En Grèce, cependant, les deux pôles historiques du trompeur carrousel bipartite -le PASOK et la Nouvelle Démocratie, et son partenaire junior, l'extrême droite du Laos – ont coulé dans les élections.

Mais le vote populaire, non seulement a gravement détérioré ce mécanisme frauduleux de la domination politique de la bourgeoisie: l'alternance entre des partis qui, fondamentalement, ont le même programme. Il a également marqué un bond en avant de l'état d'esprit des masses vers la rupture avec la zone euro et même avec l'Union européenne. C'est un autre aspect fondamental de l'élection de dimanche. Et cela est doublement important, car les sentiments anti UE et anti euro se sont exprimés à la fois dans l'abstention (qui a atteint un niveau historique de 38%) et dans le rejet des partis qui ont formé un gouvernement sous les diktats de l'Union européenne.

Ce sentiment face à l'euro et l'Union européenne, qui aujourd'hui tend à la rupture, n'existait pas au départ. Dans les premiers jours, il y avait des illusions. La dure réalité de la pauvreté et les ajustements fiscaux de Berlin et Bruxelles ont mis les choses au clair. Mais le facteur décisif dans ce changement dans la conscience des masses, étaient l'énorme mobilisation de février. Les grandes grèves et les manifestations ont marqué un avant et un après. Et en Grèce, contrairement à ce qui s'est passé dans les élections françaises, le sentiment populaire anti-UE et anti euro n'a pas été capitalisé principalement par l'extrême droite, comme c'est malheureusement le cas en France.

La mobilisation de masses ouvrière, de la jeunesse et populaire est nécessaire pour sortir la Grèce de l'impasse politique

Dans le même temps, il convient de noter que les élections ont abouti à une **impasse politique**. Leurs résultats – à la fois l'abstention élevée comme le vote lui-même – expriment le rejet de la soumission à l'UE et au Mémorandum de la faim, du chômage et de la misère.

Cependant, la machinerie parlementaire laisse **tout en suspens**. Personne ne semble avoir, jusqu'à présent, la majorité pour former un gouvernement! Même avec l'escroquerie constitutionnelle du cadeau de 50 places extra à la Nouvelle Démocratie, il a été impossible de former un nouveau gouvernement qui pourrait continuer à mettre en œuvre les ajustements de l'UE! En outre, un tel gouvernement, même ayant les votes parlementaires nécessaires n'aurait pas la légitimité.

Le problème est qu'il n'y a pas non plus **une sortie parlementaire de gauche**. Alexis Tsipras, le chef de Syriza (Coalition de la gauche radicale), qui est le « vainqueur moral » électoral a fait campagne dans les hauteurs, pour former un gouvernement basé sur un programme de 5 points, le premier d'entre eux étant de déclarer nul le mémorandum imposée par l'UE.

Mais la «lutte» de Tsipras pour former un gouvernement se limite aux réunions avec d'autres leaders parlementaires. Il est très difficile que, « à froid », les chiffres permettent de former un gouvernement « à gauche », d'autant plus avec le rejet du KKE, le Parti communiste, qui a une politique ultra sectaire.

Dans cette situation, si personne ne parvient à former un gouvernement, il y aurait un appel à de nouvelles élections. Nous croyons que ce serait très négatif: l'appel à de nouvelles élections fournit une opportunité pour la droite, l'Union européenne et la bourgeoisie grecque en harmonie avec elle, afin de préparer une contre-attaque.

Le gros problème est que Syriza ainsi que la gauche démocratique bougent exclusivement dans **le sale marécage** parlementaire. Et le KKE pratique au XXIe siècle un sectarisme stalinien de « troisième période »[1]. Ainsi, il élude le problème, sous prétexte que Syriza n'est pas pour une rupture avec la zone euro.

En effet, Syriza et la gauche démocratique ne veulent pas la rupture avec l'euro ou encore moins avec l'Union européenne. Elles sont des formations politiques similaires au Front de Gauche de Mélenchon en France ou Die Linke Lafontaine-Gysi en Allemagne: non seulement elles sont pour la «réforme» de l'UE, mais elles sont organiquement allergiques à la mobilisation de masse, et à tout chose qui ne soit pas les élections et le marécage parlementaire.

Mais la seule façon de sortir de l'impasse post-électorale frauduleuse n'est pas dans les réunions dans ce marécage, mais la mobilisation! Que les masses qui ont voté d'une façon ou d'une autre contre le mémo et les paquets de l'UE, imposent dans les rues ce qu'elles ont exprimé lors du vote!

Il est probable que Tsipras et Syryza spéculent qu'une nouvelle élection pourrait leur donner plus de voix et de sièges. Mais comme cela arrive souvent, les spéculations de ce genre de courants politiques électoraux ont tendance à recevoir un retour de bâton[2].

Dans ce contexte, un autre facteur négatif est l'attitude des bureaucraties des centrales syndicales grecques GSEE, ADEDY et la Fédération des enseignants. Tsipras les a invités à une rencontre pour discuter leurs propositions. La réponse des bureaucrates était que les syndicats « n'ont pas de rôle constitutionnel dans la formation du gouvernement. » Ces traîtres «se lavent les mains».[3] Comme si les travailleurs ne souffraient pas de la faim et des mesures de licenciements prises par les gouvernements!

C'est que les bureaucrates traîtres de la GSEE, ADEDY etc sont principalement liés au PASOK ou à la Nouvelle Démocratie. Ils ont toujours fait tout pour empêcher la grève générale illimitée, lorsqu'elle a été à l'ordre du jour. Mais, ces derniers mois dans le mouvement syndical, la croissance des comités de l'action syndicale, comités de grève et d'autres organes, a été remarquable et ils conduisent des luttes qui vont au-delà des directions bureaucratiques.

Nous croyons que les militants ouvriers et jeunes indépendants de ces bureaucraties devraient prendre l'initiative dans la promotion d'une large mobilisation de masse pour faire respecter la volonté populaire exprimée le 6 mai: Basta des plans d'austérité! A bas le mémorandum et toutes les mesures prises par la troïka! La mobilisation de millions de personnes qui ont voté contre le mémo et les paquets, peut résoudre cette impasse politique!

Accepter tranquillement l'enterrement de ces élections revient à donner une nouvelle chance aux ennemis des travailleurs et le peuple grec!

Parallèlement à cela, il est essentiel d'avancer dans cette crise politique avec la tâche stratégique de fond: encourager toutes les formes d'organisation indépendante - les comités de grève, les coordinations de lutte qui se mettent en place, les expériences de l'occupation des lieux de travail - et essayer de les centraliser au niveau régional et national, travaillant pour une perspective de pouvoir des exploités et des opprimés, des travailleurs.

Notes

[1] « Troisième Période » ligne ultra sectaires des partis communistes dictée par Staline entre 1928 et 1933. Au cours de la «troisième période», les partis communistes se sont opposés à toute forme d'unité d'action et de front unique. Cette politique, appliquée à la social-démocratie en Allemagne et d'autres tendances du mouvement ouvrier, a facilité le triomphe d'Hitler en 1933

[2] Aller doucement à de nouvelles élections est un crime, même dans l'aspect purement «démocratique». Syriza ne songe pas à convoquer une grande mobilisation de masse pour faire respecter ce qu'il dit dans son programme: le rejet du Mémorandum. Mais elle n'oppose pas non plus à la sortie conservatrice consistant à appeler à de nouvelles élections, la proposition d'une assemblée constituante révolutionnaire, qui discute de l'avenir de la Grèce, basée sur le rejet du Mémorandum et de la soumission à l'UE ainsi que du régime actuel. La tâche la plus immédiate consiste à mobiliser. Mais si cela n'est pas fait, le slogan de la Constituante est une des alternatives à l'appel à de nouvelles élections.

[3] Makis Papasimakópoulos, "Elections 2012: Live news blog", Athen News, May 9 2012.

CONTROVERSE DANS LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE EUROPÉENNE

Quelle solution à la crise de l'UE et de l'euro ?*

La crise de l'UE a généré plusieurs réactions dans le mouvement de masse. Il est clair que l'un d'eux est **le nationalisme isolationniste dans l'économique et chauvine-xénophobe**, avec des forces de droite comme celle de Marine Le Pen, appelant à la ligne de moindre résistance1. Même un des architectes de l'actuelle forme de l'UE, Sarkozy, a utilisé les mêmes propos pour tenter de mieux réussir sa réélection, apparaissant à la fin de la campagne du second tour presque comme anti-européen.

En face, **le libéralisme pro-mondialisation soutient** que pour conserver le «rêve européen» (c'est à dire-la qualité de vie et des services sociales qui sont les plus élevés dans le monde) il n'y a pas d'autre moyen que les « réformes » pro-marché. Il s'agit notamment de que **les couts de production capitaliste européen soient plus semblable au reste du monde** : baisser les salaires réels, flexibiliser l'emploi, relever l'âge de la retraite, fragmenter la classe ouvrière et saper leur capacité à la résistance organisée. C'est seulement alors que la productivité européenne peut monter: **niveler par le bas**, vers les conditions de travail des travailleurs non européens. Bien sûr, cela signifie liquider, à un rythme plus ou moins accéléré, les acquis sociaux dont jouissaient les masses depuis l'après-guerre européens et qui sont la marque de son «modèle».

Comme The Economist résume, « à en juger par la campagne présidentielle française et la chute du gouvernement néerlandais [et maintenant le résultat des élections en Grèce.MA], **beaucoup donnent des coups de pied contre l'austérité. Et ils sont de plus en plus à soutenir les partis extrémistes de gauche et de droite qui rejettent le projet européen de décennies** (…) En France et en Hollande, entre un cinquième et un tiers de l'électorat soutient les partis extrémistes qui sont contre l'intégration européenne, la mondialisation ou les deux, considérés comme responsables d'une concurrence qui baisse les salaires et détruit l'emploi (» Kicking against austerity", 28-4)).

Il faut un programme clair contre l'UE et l'euro à partir d'une perspective anticapitaliste

Ces deux solutions capitalistes sont formulées d'une manière simple et compréhensible. Le malheur est que de larges secteurs de la gauche marxiste et du trotskysme européen, en premier place le courant mandeliste qui dirige le NPA **ne proposent pas un programme aussi clair comme ceux des deux autres**, si ce n'est pas carrément un faux chemin. Ils proposent un anticapitalisme totalement abstrait, parce qu'il n'attaque pas ouvertement les institutions européennes qui sont aujourd'hui, le fer de lance du capitalisme néolibéral. Et en particulier, le NPA ne le fait pas parce qu'il craint trahir la bannière de «l'internationalisme» ou du «européanisme» et il considéré comme le principal danger l'escalade du nationalisme xénophobe.

Mais ce raisonnement est complètement faux. Bien sûr, sur le programme est plus que jamais nécessaire de lever l'étendard de l'unité socialiste de l'Europe. Le slogan traditionnel du marxisme, **États-Unis socialistes d'Europe, est encore parfaitement valable**. Mais cela ne signifie pas la moindre illusion de que l'actuelle formation européenne, capitaliste néolibéral jusqu'à la moelle, soit une sorte de «conquête» ou «point de départ ». Le slogan de «l'Europe sociale » semble impliquer que l '«unité européenne» **existe déjà**, seulement qu'elle a une orientation capitaliste qui est nécessaire remplacer pour un autre «sociale» …

Il ne peut y avoir aucune ambiguïté à ce sujet: **l'actuelle Union européenne et ses institutions sont le pire ennemi des travailleurs, et il n'y a aucun moyen de que sa structure puisse être «améliorée» ou «réformée»** en une «socialiste». Bien au contraire: elle doit être détruit, car aujourd'hui elle est le meilleur aliment des tensions chauvines, xénophobes et même racistes que la crise a déclenché en toute Europe.

La même chose s'applique à la monnaie unique, l'euro. De nombreux courants, même de gauche radical le considèrent comme une sorte de «conquête» qu'il faut défendre. Mais dans les conditions actuelles, l'euro, géré par une institution clé de l'UE, la Banque centrale européenne, est une camisole de force et la meilleure courroie de transmission de pressions vers la globalisation. L'objectif de l'euro est en effet de lier les mains de pays souverains dans le domaine des décisions économiques et monétaires en général.

Tout futur gouvernement d'origine révolutionnaire, s'il prétend contrôler les leviers de l'économie nationale, la première chose à faire est de couper les contrôles budgétaires et fiscaux exercés par la BCE qui s'exercent à travers l'euro et le «pacte fiscal» dont l'objectif déclaré est de soutenir la monnaie commune. Es clair c'est ridicule de soutenir de façon abstraite des vertus de «l'européisme», sans faire expressément référence **aux forces néolibérales et pro globalisation incarnés dans la Commission européenne, la BCE et la conception même de l'euro**.

Ce n'est pas un débat théorique ou de spéculation intellectuelle: il s'agit d'un problème politique de premier ordre, et peut être de vie ou de mort. Car au milieu de la crise la plus effrayant qui a frappé le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale, d'un ajustement brutal et du mécontentement généralisé qui se propage et qui va à s'approfondir avec une détérioration sociale sans précédent en 60 ans, il est l'obligation de **la gauche révolutionnaire de parler clairement**. Si les seuls ennemis ouverts et déclarés de la Banque centrale européenne, du euro tel qu'il est aujourd'hui et du diktats néolibéraux de Bruxelles et Berlin sont les courants nationalistes, isolationnistes et xénophobes de droite (qui ont aussi moins d'obstacles pour diffuser leur message), nous courons le risque de compromettre de manière irrévocable les chances de que la gauche révolutionnaire s'ouvre un chemin dans le mouvement de masse.

[1] Cité par un journaliste qui l'a interrogée: « Ce qui m'a frappé, c'est son ambition de reconstruire la droite française. Dans son schéma, l'UMP de Nicolas Sarkozy va s'effondrer après la défaite dans les élections présidentielles et législatives. Il y aurait un réarrangement de la politique qui ne sera pas la division droite-gauche, sinon, comme elle l'appelle, la distinction entre «nationalistes» et «internationalistes». Tant le PS comme l'UMP, à son avis, partagent un consensus pro Europe, et elle veut le questionner (» Marine makes her choice", The Economist, 1-5). Par conséquent, en annonçant qu'elle voterait blanc dans le second tour des élections, elle a dénoncé » le 6 mai on ne vote pas un président, sinon un simple employé de la Banque centrale européenne. »

*Sur les répercutions de cet article et pour approfondir sur les débats dans la gauche face à l'UE, on recommande de lire "Encore un fois, que faire avec l'euro et l'UE", dans notre blog: http://sobfrance.unblog.fr/2012/06/18/encore-une-fois-que-faire-avec-l%E2%80%99euro-et-lue/

Sur la Conférence Nationale du NPA

Pour une refondation révolutionnaire du NPA

Il ne manque que quelques jours pour que la Conférence Nationale du 7 et 8 Juillet ait lieu. Prévisiblement, la majorité de la Conférence Nationale refusera la proposition de la Gauche Anticapitaliste **d'enterrer le NPA dans le cimetière réformiste du Front de Gauche.**

Même si formellement le Front de Gauche ne s'est pas intégré au gouvernement de Hollande-Ayrault, il a démontré suffisamment que son rôle politique -comme on pouvait espérer- sera celui de protéger le "flanc gauche" de Hollande: une tâche qu'il pourra accomplir rondement étant donné qu'il ne porte pas les responsabilités d'être dans le cabinet. Aussi bien dans les déclarations enflammées de non-belligérance du Front de Gauche, comme dans le vote "d'abstention constructive" par rapport au cabinet Ayrault, c'est clair que les réformistes sont politiquement conséquents avec son programme.

Le refus à que le NPA finisse dans pareil marais, sera un **fait de grande importance politique**. Ce sera, effectivement, très bon que la Conférence dise **catégoriquement non!**Toutefois, il n'est pas suffisant de dire où on ne va pas. Il reste encore à définir où on veut aller.C'est que le cours de la Gauche Anticapitaliste n'a été que le sous-produit de la **crise du projet constitutif du NPA**. C'est pour ça que, dans tous les textes et les discutions fondamentaux qui se sont déroulés pour la conférence, les **éléments de bilan** sont inévitablement centraux.

La fondation du NPA dans le Congrès de 2009 était chargée d'énormes contradictions et surtout d'ambiguïtés non réglées. Dans les faits, ce qui a été mis en pratique c'est la tentative d'obtenir par la voie électorale un "parti large anticapitaliste de masses". Ce projet a déterminé aussi bien la structure comme la politique et l'activité du NPA, orienté à faire des campagnes électorales comme **l'unique activité d'ensemble du parti**. Même si quelques militants et organismes réalisent activités dans le mouvement ouvrier ou juvénile, elles sont fragmentaires. **Un parti lutte de classe** n'a été pas construit, un parti pour intervenir d'une manière révolutionnaire dans les luttes des travailleurs, de la jeunesse, des quartiers populaires, etc (ce qui n'implique pas, c'est clair, l'abstentionnisme électoral stérile) Mais on se trouve dans une phase où des luttes importantes se sont déroulés (comme celles de 2010), mais où la radicalisation politique des masses est très faible. Dans ce contexte, mettre tous les efforts dans le terrain électoral -toujours le plus adverse pour les révolutionnaires et le plus favorable pour la bourgeoisie et les politiques de "gauche", de Hollande à Melenchon- a été un échec **doublement** inévitable. L'électoralisme sans voix s'est combiné avec notre paralyse comme parti dans les grandes luttes ouvrières et de la jeunesse de 2010.

Le sous-produit final de cela est la rupture de la Gauche Anticapitaliste: en suivant la logique de la quantité de voix, elle tend vers le réformisme. Le titre même de son document -en appelant à se réorienter **"à la gauche du possible"**- évoque le plus archaïque "possibilisme", comme celui qui a teint le socialisme français de la fin du XIX siècle. C'est ironique mais,en même temps, logique que le possibilisme de la Belle Époque soit la préférence de ceux qui considèrent "archaïques" Lenin, Trotski et le marxisme révolutionnaire… justement lorsqu'une crise capitaliste historique nous rapproche à la réouverture d'une autre "époque de crises, guerres et révolutions".

Comme on disait au début, on ne les accompagnera pas dans leur virage vers le "possible". Mais cela ne fait pas moins impérative la nécessité de définir **où on va.**

Cela ne peut pas être limité à un détail de plus ou de moins. Il est nécessaire une **refondation** du NPA: ¡une **refondation révolutionnaire**! Même si on n'a pas immédiatement un programme marxiste révolutionnaire complètement défini, il est indispensable de commencer à fixer des **points clairs de délimitation**, de dissiper les brouillards postmodernes qui nous confondent avec le réformisme plus ou moins rose, comme celui du Front de Gauche. Parmi ces points politiques et du programme de délimitation, on souligne synthétiquement les suivants:

• Pour un parti lutte de classes, organisé par fronts d'activité (travailleurs, jeunesse, etc.) et non territorial-électoral.

• Pour l'intervention dans les luttes des travailleurs et de la jeunesse comme activité primordiale du parti. Dans ces luttes, on soutiendra une politique qui stimule **le développement des expériences et de l'organisation indépendante des activistes ouvriers et juvéniles, et le débord des digues bureaucratiques** qui tentent de contenir les luttes, les mobilisations et les protestations. En général, le NPA devra soutenir les initiatives et les processus de recomposition et de réorganisation anti-bureaucratiques de l'avant-garde et du mouvement ouvrier.

• Le nouveau gouvernement Hollande-Ayrault est aujourd'hui **le principal ennem**i des travailleurs et du peuple, malgré les espoirs initiaux qu'ils aient par rapport à lui. Le dénoncer et alerter sur ses plans, et, spécialement, sur le piège du "dialogue social et concertation", est une **tâche fondamentale** du NPA. Cela ne se limite pas à la simple propagande, mais premièrement à impulser dans le mouvement ouvrier et de la jeunesse **les mobilisations, les luttes et les protestations pour des réclames concrètes** contre la fermeture des établissements, les licenciements, l'austérité dans l'État, etc.

• En général, on coïncide en ce qu'on **ne peut pas laisser à l'extrême droit le monopole de l'opposition et la critique au gouvernement**. Mais cela a des implications concrètes qu'on doit assumer dans les différents niveaux, qui comprennent nos positions sur l'UE et l'euro, l'impulsion des **protestations contre le gouvernement**, et la dénonciation de ses collaborateurs ouvriers (la bureaucratie syndicale) et de la "gauche radicale" (le FdeG)

• La lutte nécessaire contre le MES (Mécanisme européen de stabilité) et le TSCG (pacte européen de stabilité budgétaire) ne peut pas être effective si on soutien en même temps des illusions sur l'UE et l'euro, l'utopie de "réformer" l'UE pour obtenir une "Europe Sociale", qu'on ne sait pas ce que c'est concrètement. Pour une rupture anticapitaliste avec l'UE et l'euro ! Pas seulement pour les Grecs ! Ceux qui dominent l'Union européenne sont nos ennemis ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

• Les bureaucraties syndicales -CGT, CFDT, FO, etc.- sont **structurellement ennemies** de la mobilisation conséquente des travailleurs. Et aujourd'hui plus que jamais, parce qu'elles sont politiquement amalgamées avec le gouvernement de Hollande, d'une manière qualitativement plus grande qu'avec Sarkozy. Leur politique est de participer dans le "dialogue social et concertation" convoqué par Ayrault. Ils profitent des illusions de la base ouvrière et populaire dans le gouvernement de Hollande-Ayrault, pour la livrer, liés de pieds et poings, aux mesures d'austérité, aujourd'hui rebaptisées comme mesures de "sérieux"

Pour ces raisons on dénoncera systématiquement les bureaucrates syndicaux et on soutiendra l'organisation de l'avant garde ouvrière, indépendante des appareils bureaucratiques. ¡Assez avec la "neutralité" dans les syndicats!

• Pour son programme réformiste et en tant que collaborateur politique actuel du gouvernement Hollande-Ayrault, le Front de Gauche n'est pas candidat pour **une alliance ou front unique permanent**, mais plutôt un **adversaire politique** qu'on doit **battre sans concessions**. Pour cela, commençons par rejeter la confusion (intéressée) des termes "gauche radicale", qui est très ambigu et qui ne sert qu'à teinter de "rouge" les pires capitulations. Pour être précis: le Front de Gauche est (soi-disant) réformiste et il est aujourd'hui un **collaborateur honteux** de 'Hollande-Ayrault (dans les faits)

D'une manière plus générale, le Front de Gauche n'est pas une organisation **de lutte, mais purement électorale et électoraliste**. Toutefois, si un jour le FdeG se décidait à lutter pour quelque chose, nous serions prêts à **"marcher séparément, frapper ensemble"**

•On est contre les tergiversations de la tactique du front unique, pour justifier l'adaptation aux bureaucraties syndicales. Cette tactique a été conçue dans la III International pour **rassembler la force des travailleurs en lutte**, mais aussi pour, de manière simultanée, **démasquer et battre** les directions bureaucratiques et réformistes. Dans le même sens -impulser les luttes et l'organisation indépendante des travailleurs- on revendique les expériences des AG-Interpro qui, en 2010, ont débordé les bureaucrates traîtres de l'Intersyndicale et ont mis la France au bord de la grève générale.

On recommande de lire "Contribution pour la Conférence Nationale du NPA (7 juillet)", écrit par Socialisme ou Barbarie France et approuvé dans une AG de la région parisienne: http://sobfrance.unblog.fr/2012/06/18/contribution-pour-la-conference-nationale-du-npa-7-juillet/

Courant International

Socialisme ou Barbarie

www.socialismo-o-barbarie.org



Organisations membres:

Socialisme ou Barbarie France: *http://sobfrance.unblog.fr*
Nouveau MAS (Mouvement Vers le Socialisme) - Argentine: *www.mas.org.ar*
Parti Socialiste des Travailleurs - Costa Rica: *http://pst-cr.blogspot.com.ar/*
PST - Honduras: *http://www.sobhonduras.org/*
Praxis - Brésil: *http://www.praxisbr.blogspot.com.br/*
Socialisme ou Barbarie Bolivie: *http://sobbolivia.blogspot.com.ar/*